

Table des matières

Introduction: Présentation de l'ouvrage	1
I. Son objet	1
II. Ses buts	2
III. Sa méthode	2
IV. Son plan	5

TITRE I

Les sources

Chapitre I: Les normes de références	11
Section 1: La Constitution	11
I. Les droits et libertés consacrés	12
II. Les principes pouvant limiter les droits et libertés ..	13
III. Les institutions garanties	14
IV. Le Préambule	14
A. L'intention des constituants	14
B. Le silence des textes	16
C. La démarche progressive du Conseil constitutionnel	17
D. Le contenu du Préambule	19
Section 2: La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789	20
I. Sa valeur constitutionnelle	20
II. Ses difficultés d'application	21
III. Ses difficultés d'interprétation	24
Section 3: Le Préambule de la Constitution de 1946	26
I. Sa valeur constitutionnelle	26
II. Ses difficultés d'application	27
III. Ses difficultés d'interprétation	29

Section 4: Les principes fondamentaux	
reconnus par les lois de la République	31
I. Leur valeur constitutionnelle	31
II. Que faut-il entendre	
par lois de la République ?	32
A. La loi au sens de l'article 6 de la Déclaration . . .	32
B. Les lois de trois Républiques	33
III. Que faut-il entendre	
par principes fondamentaux	35
A. La distinction entre principes fondamentaux	
et principes non-fondamentaux	35
B. La distinction entre deux catégories	
de principes fondamentaux	35
C. La distinction entre le principe	
et la loi qui le consacre	36
IV. Leur objet	38
Section 5: La jurisprudence du Conseil constitutionnel . .	40
I. La liberté d'appréciation du juge constitutionnel	
dans l'interprétation et l'application des textes	41
II. Les principes ne résultant pas	
des textes constitutionnels ?	41
Chapitre II: Les procédures	45
Section 1: Les procédures de contrôle préalable	45
I. La loi ordinaire	46
II. Les lois constitutionnelles et référendaires	54
III. Les lois organiques	54
IV. Les règlements des Assemblées parlementaires	55
V. Les engagements internationaux	56
VI. Les propositions et amendements parlementaires . .	58
VII. Les décisions prises par le chef de l'État	
en application de l'article 16	58
Section 2: Les procédures de contrôle <i>a posteriori</i>	59
I. La loi	60
A. L'exception d'inconstitutionnalité	60
B. Le déclassement	63
II. L'ordonnance	63
A. La ratification	64
B. L'exception d'inconstitutionnalité	64
III. Le décret	64
A. La validation	64
B. L'incorporation dans la loi	65
C. La demande parlementaire d'abrogation	65
D. L'exception d'illégalité	65
E. Les compétences exceptionnelles du Conseil	65
IV. L'élection	66

Section 3 : Les règles constitutionnelles applicables au contrôle effectué par les juridictions autres que le Conseil constitutionnel	67
I. Le principe du contrôle	67
II. Les limites du contrôle	68
III. Le problème des traités ou accords internationaux .	70

TITRE II

Le droit à la liberté

Chapitre I : La place de la liberté dans la Constitution ...	75
I. Définition de la liberté	75
A. Définition révolutionnaire : le droit de faire tout ce que les lois n'interdisent pas	75
B. Définition contemporaine : le droit de faire tout ce qui n'est pas interdit par une loi conforme à la Constitution	76
C. Le droit d'exiger d'autrui une abstention	77
D. Généralité de la liberté	77
II. Classification des libertés	78
A. Les classifications pédagogiques	78
B. Les distinctions constitutionnelles	78
Chapitre II : Le principe général de liberté	81
I. Le principe et ses limites d'après la Déclaration de 1789	81
II. Le principe et ses limites d'après le Conseil constitutionnel	82
Chapitre III : La liberté individuelle	85
Section 1 : Définition de la liberté individuelle	86
I. La définition étroite	86
II. La définition large	86
Section 2 : La liberté d'aller et de venir	87
I. Valeur constitutionnelle	87
II. Conséquences constitutionnelles	88
Section 3 : La liberté et le respect de la vie privée	89
I. La liberté de disposer de soi-même	90
II. La protection de l'intimité	91
A. Valeur constitutionnelle du respect de la vie privée	91
B. Le droit au secret	92
C. La protection de la correspondance	94
III. Le droit au respect de l'identité	95
A. La protection du nom	95

B. La protection de la nationalité	95
C. La protection du domicile	96
IV. Le droit au respect du statut personnel	99
Section 4: La liberté de la vie familiale	100
I. La famille et la Constitution	100
II. Le droit de fonder une famille	101
Section 5: La liberté de disposer de son patrimoine	103
I. Sa valeur constitutionnelle	103
II. La liberté de donner et de recevoir	105
III. La liberté contractuelle	106
Chapitre IV: Les libertés publiques	109
Section unique: Les différentes libertés publiques	109
I. La liberté de conscience	111
II. La liberté d'association	112
A. Valeur constitutionnelle	112
B. Conséquences constitutionnelles	112
III. La liberté de réunion	114
A. Valeur constitutionnelle	114
B. Conséquences constitutionnelles	114
IV. La liberté des cultes	115
A. Valeur constitutionnelle	115
B. Conséquences constitutionnelles	116
V. La liberté de l'enseignement	116
A. Valeur constitutionnelle	116
B. Conséquences constitutionnelles	117
VI. La liberté d'entreprendre	118
A. Valeur constitutionnelle	118
B. Limites	119
C. Conséquences constitutionnelles	120
Chapitre V: La liberté de communication	123
Section 1: Ses caractères généraux	123
I. Sa valeur constitutionnelle	123
II. Ses bénéficiaires	124
III. Ses limites	125
A. Les abus	125
B. Les objectifs de valeur constitutionnelle	125
C. Le respect du pluralisme	126
Section 2: La liberté de la presse	128
I. Les textes	128
II. Les conséquences constitutionnelles	129
A. La création d'une entreprise de presse	129
B. L'objectif de transparence	130
C. L'exigence du pluralisme	131
D. La liberté du journaliste	132

Section 3 : La liberté de communication audiovisuelle . . .	132
I. Le principe de liberté	132
A. Son affirmation législative	132
B. Sa valeur constitutionnelle	133
II. Ses conséquences constitutionnelles	135
A. Concession ou autorisation ?	135
B. Le pluralisme dans le secteur privé	135
C. Le pluralisme dans le secteur public	136
Section 4 : L'indépendance des professeurs de l'enseignement supérieur	137
I. Sa valeur constitutionnelle	137
II. Son étendue	139
III. Ses conséquences constitutionnelles	139
Chapitre VI : Les libertés locales ou territoriales	141
Paragraphe préliminaire : Des libertés surveillées	141
Section 1 : Le principe des libertés locales ou territoriales	143
I. Leurs titulaires	143
A. Collectivités locales et collectivités territoriales	143
B. Collectivités énumérées par la Constitution	145
C. Collectivités créées par la loi	146
D. Le passage d'une catégorie à une autre	149
II. Leur étendue	150
A. La personnalité de la collectivité	150
B. L'autonomie de la collectivité	151
C. Les garanties d'existence de la collectivité	153
III. Démocratie et décentralisation	155
A. Les conseils élus	155
B. Le problème des administrations provisoires	157
C. La représentation au Sénat	158
IV. Égalité et décentralisation	159
A. La thèse égalitariste	160
B. La thèse particulariste	161
C. Les décisions du Conseil constitutionnel	161
Section 2 : L'application Outre-Mer du principe d'autonomie	163
I. L'adaptation dans les départements d'Outre-Mer	164
A. Que faut-il entendre par l'expression « départements d'Outre-Mer » ?	164
B. Sur quels objets peuvent porter les mesures d'adaptation ?	166
C. Sur quels textes peuvent porter les mesures d'adaptation ?	167
D. Quelles sont les limites de l'adaptation ?	169
E. Le Conseil constitutionnel peut-il apprécier la nécessité des mesures d'adaptation ?	170
F. Les difficultés de la régionalisation	171

II. L'organisation particulière dans les territoires d'Outre-Mer	176
A. Que faut-il entendre par l'expression « territoires d'Outre-Mer de la République » ? ...	176
B. Sur quels domaines porte l'organisation particulière ?	177
C. A quelles règles l'organisation particulière peut-elle déroger ?	178
D. La consultation de l'Assemblée territoriale	179
E. Le problème des ordonnances	180
F. Les conséquences du statut personnel	181
III. Le régime spécifique dans les collectivités territoriales d'Outre-Mer créées par la loi	182
A. Mayotte et Saint-Pierre et Miquelon	182
B. Les régions calédoniennes	184
Section 3: Les limites des libertés locales	185
I. La structure de l'État	186
A. L'indivisibilité de la République: pas de fédéralisme	186
B. L'intégrité du territoire: pas de droit de sécession	188
II. Les attributions des organes de l'État	191
A. Les pouvoirs du Législatif	191
B. Les pouvoirs de l'Exécutif	195
C. Les pouvoirs du Judiciaire	199
III. Les attributions des délégués du Gouvernement	199
A. Les délégués du Gouvernement	200
B. Leurs missions	200
C. Leurs pouvoirs	201
IV. Le principe d'égalité entre les citoyens	202
Section 4: L'extension des libertés territoriales Outre-Mer	204
I. Dans les départements d'Outre-Mer	204
A. Le régime législatif	204
B. L'amorce de compétences internationales	206
II. Dans les territoires d'Outre-Mer	206
A. Le régime législatif	207
B. Les compétences internationales	209
C. Les attributions du délégué du Gouvernement ...	210
D. La structure de l'État: la tendance au fédéralisme	211
E. L'évolution du statut: la possibilité de l'« Association »	213

TITRE III

Le droit à l'égalité

Chapitre I: Place de l'égalité dans la Constitution	217
---	-----

I. Un Janus constitutionnel	217
II. Les textes	218
A. Les textes généraux	218
B. Les textes spécifiques	219
Chapitre II: Le principe général d'égalité	221
Section 1: Les distinctions interdites	221
I. Les interdictions générales	222
II. Les interdictions spécifiques	223
III. Les privilèges condamnés	225
Section 2: Les distinctions discutées	228
I. Différences de situation	230
A. Situations semblables et situations différentes ...	230
B. Lois concernant la condition	231
C. Lois concernant l'activité	234
D. Lois concernant à la fois la condition et l'activité	236
II. Le but de la loi	238
A. Le lien entre la situation différente et la règle spécifique apparaît dans le but de la loi	238
B. La règle spécifique doit être compatible avec le but de la loi	239
Section 3: Les principes para-constitutionnels	241
I. Dans le domaine de la responsabilité	241
II. Dans le domaine de l'organisation juridictionnelle ..	243
III. Dans le domaine des libertés	244
Section 4: L'arbitraire prohibé	245
I. L'arbitraire du législateur	245
II. L'arbitraire des autres autorités	246
III. L'arbitraire du Conseil constitutionnel	247
Chapitre III: Les applications spécifiques	251
Section 1: L'égalité devant la loi	251
Section 2: L'égalité devant les emplois publics	252
Section 3: L'égalité devant les charges publiques	253
Section 4: L'égalité devant l'impôt	256
I. Le principe	256
II. Ses conséquences	257
Section 5: L'égalité dans les relations du travail	260
Section 6: L'égalité devant la justice	261
I. La procédure	262
II. La détermination des infractions	263
III. La répression des infractions	263
Conclusion: Le droit à la différence	264

TITRE IV

Le droit à la propriété

Paragraphe préliminaire :	
Place de la propriété dans la Constitution	267
Chapitre I: La propriété privée	269
Section 1: La notion constitutionnelle de propriété	270
I. La propriété au sens de l'article 2 de la Constitution	270
II. La propriété au sens de l'article 17 de la Constitution	271
A. Le principe de libre disposition de la chose	271
B. Le champ d'application de la propriété	272
C. Les limites du droit de libre disposition	274
D. Les démembrements de la propriété	277
E. La transmission de la propriété	279
Section 2: Les garanties constitutionnelles du propriétaire	280
I. Les cas dans lesquels le propriétaire peut être privé de son droit	280
A. La nécessité publique	280
B. La confiscation	281
II. La procédure de privation de la propriété	281
A. L'intervention du législateur	281
B. L'intervention du juge judiciaire	282
III. L'indemnisation	284
A. Le principe	284
B. L'intervention du juge judiciaire	284
C. L'étendue de l'indemnisation	285
D. Comment calculer la « juste » indemnité ?	286
E. Le caractère préalable de l'indemnité	287
Chapitre II: La propriété publique	289
Section 1: Les nationalisations	289
I. Définitions des nationalisations	290
II. Le transfert de propriété	291
A. L'appréciation de sa nécessité	291
B. Sa procédure	292
C. Son indemnisation	292
III. La gestion des sociétés nationales	294
Section 2: Les privatisations	294
I. Nationalisations et privatisations	295
II. Le transfert de propriété	296
A. L'appréciation de son opportunité	296
B. Sa procédure	297
C. Son prix de cession	298

TITRE V
Le droit à la dignité

Paragraphe préliminaire :	
Place de la dignité dans la Constitution	303
Chapitre I: La dignité de la vie	305
Section 1: La protection de la santé	305
I. La santé publique	305
II. La santé des individus	306
III. La santé des enfants	307
IV. La peine de mort	309
Section 2: Le développement de la personnalité	310
I. Les conditions générales	310
II. L'accès à l'instruction et à la culture	312
III. Le droit au repos et aux loisirs	316
Section 3: La solidarité devant les risques de l'existence .	316
I. La sécurité sociale	317
II. Les risques cités par le Préambule de 1946	318
A. Les risques couverts par la sécurité sociale	318
B. Les calamités naturelles	319
Chapitre II: La dignité du travail	312
Paragraphe préliminaire: Les textes	321
Section 1: L'emploi	322
I. La formation professionnelle	322
II. Le droit à l'emploi	323
III. L'égalité devant l'emploi	323
Section 2: La participation	324
I. Les titulaires du droit de participation	325
II. L'objet de la participation	326
III. Les modalités de la participation	328
Section 3: La défense des intérêts professionnels	329
I. La liberté syndicale	329
A. Ses bénéficiaires	329
B. Son objet	330
C. Le pluralisme syndical	331
D. L'étendue de la liberté syndicale	332
II. Le droit de grève	333
A. Définition de la grève	333
B. Conséquences de la grève	334
C. Réglementation de la grève	335
Section 4: Les droits du travailleurs reconnus par les lois de la République	337

TITRE VI

Le droit à la sûreté

Paragraphe préliminaire :

Place de la sûreté dans la Constitution 341

Chapitre I : Le droit à la justice 343

Section 1 : Le libre accès à la justice 344

I. Le droit à un juge 344

II. Le droit à une bonne marche de la justice 346

III. Le droit au double degré de juridiction 346

IV. Le droit de saisir une Cour suprême 347

Section 2 : Le droit à un juge indépendant 348

I. L'indépendance des juridictions 349

II. L'indépendance du juge 352

A. Le juge judiciaire 353

B. Le juge administratif 357

Section 3 : Le droit à un juge impartial 361

I. La prise à partie 361

II. Le caractère contradictoire de la procédure 362

Section 4 : Le droit à un juge français 363

Chapitre II : La sécurité matérielle

des personnes et des biens 367

I. Valeur constitutionnelle 367

II. Conséquences 368

III. Le contrôle du Conseil constitutionnel 369

IV. La force publique, garantie de la sécurité 372

A. Son affirmation constitutionnelle 372

B. Ses conséquences constitutionnelles 374

Chapitre III : La sécurité juridique des personnes 377

Section 1 : La sauvegarde de la liberté individuelle 377

I. Que faut-il entendre par autorité judiciaire ? 377

II. Que faut-il entendre par liberté individuelle ? 381

III. Que faut-il entendre par sauvegarde ? 382

IV. La répartition des compétences entre juridictions
judiciaires et juridictions administratives 387

Section 2 : La non-rétroactivité de la loi répressive 389

Section 3 : La présomption d'innocence 391

Section 4 : Les droits de la défense 394

Section 5 : La protection contre l'arbitraire 398

I. La légalité des infractions et des peines 398

II. La stricte et évidente nécessité des peines 401

III. Clarté et précision de la définition des infractions . . .	403
A. Le fondement constitutionnel	404
B. Les conséquences constitutionnelles	404
Section 6: Le droit d'asile	406
I. Valeur constitutionnelle	406
II. Conséquences constitutionnelles	407
Chapitre IV: La sécurité juridique des droits	409
I. Les compétences du législateur	409
II. Le respect des droits consentis par la puissance publique	412
A. La possibilité des lois rétroactives	412
B. L'intangibilité des droits résultant des décisions administratives individuelles	413
III. Le maintien des situations existantes intéressant une liberté publique	414
IV. Les possibilités d'extension de la protection des situations acquises	415

TITRE VII

Le droit à la démocratie

Paragraphe préliminaire:

Place de la démocratie dans la Constitution	421
A. Les textes	421
B. Définition	422
C. Aspects constitutionnels	422

Chapitre I: La souveraineté nationale 425

Section 1: Ses aspects 425

I. Définition de la souveraineté	425
II. Le titulaire de la souveraineté	427
III. Les caractères de la souveraineté	427

Section 2: Ses limites 429

I. Le domaine de la souveraineté nationale	429
II. L'application du droit international	432
A. Le droit public international	432
B. Les traités et accords internationaux	434

Chapitre II: Les droits civiques 437

Section 1: Le droit à l'électorat 437

I. Les textes	437
II. Le champ d'application du droit à l'électorat	439
III. Les caractères constitutionnels de l'électorat	440

A. Caractère universel et secret	440
B. Caractère égal	441
IV. La participation des partis politiques	
à l'expression du suffrage	444
A. La liberté des partis	444
B. Les devoirs des partis	445
C. La participation à l'expression du suffrage	446
Section 2: L'éligibilité	446
I. Les conditions d'éligibilité	446
II. Le régime des inéligibilités	447
Section 3: La participation des citoyens	
à l'exercice du pouvoir	448
I. Les textes	448
II. Les conséquences constitutionnelles	449
A. Le consentement à la loi	449
B. Le consentement à l'impôt	451
C. La responsabilité des agents publics	451
Chapitre III: La séparation des pouvoirs	453
Section 1: Valeur constitutionnelle	453
I. Les textes	453
II. L'interprétation française de la séparation	
des pouvoirs	453
Section 2: Les conséquences constitutionnelles	455
I. Le respect des principes d'indépendance	456
II. Le respect des règles de compétence	457
III. La séparation des autorités administratives	
et judiciaires	458
A. Sa valeur	458
B. Son étendue	459
C. Conséquences et limites	460
IV. Séparation des pouvoirs et forme républicaine	
du Gouvernement	461
Chapitre IV: La résistance à l'oppression	463
I. L'oppression	463
II. La résistance	464
III. Les conséquences constitutionnelles	465
Conclusion générale: La protection des droits et libertés	
conduit-elle au Gouvernement	
des juges?	467
I. Les droits et libertés dans la société française	467
II. L'étendue du contrôle juridictionnel	471

III. Place du Conseil constitutionnel dans les pouvoirs publics	474
Bibliographie	477
I. Les décisions	477
II. Ouvrages relatifs au Conseil constitutionnel	477
III. Ouvrages relatifs aux droits et libertés	478
IV. Articles	478
V. Chroniques	480
Table analytique	481
Table des matières	489